

Maison de l'UNESCO, 29 juillet 2014

Rencontres de la Grande Europe : Paris 2014

Table-ronde « Le dialogue – un élément clé de la résolution des crises internationales »

« Les difficultés du dialogue à l'échelle internationale :

la responsabilité de l'Europe »

Par **David Teurtrie**

L'intitulé de cette table-ronde fait à juste titre du dialogue un élément essentiel de la résolution des crises. On pourrait cependant renverser la proposition en constatant qu'à l'évidence une crise est toujours le résultat d'un manque de dialogue et qu'il est sans doute plus facile de prévenir une crise par le dialogue que de la résoudre une fois que l'engrenage de la confrontation s'est enclenché.

De fait, le dialogue devrait être un élément clé de la prévention des crises internationales. Or, nous assistons ces dernières années à la multiplication des crises internationales dont la gravité a, semble-t-il, tendance à s'accroître. En réalité, on peut dire que ces crises sont l'expression régionale ou sectorielle d'une crise plus globale et systémique, crise dans laquelle l'Occident a une responsabilité majeure, non seulement parce que les pays occidentaux restent pour quelques temps encore les plus puissants, mais également parce que la mondialisation et les règles formelles et informelles qui la régissent ont été largement impulsées par l'Occident.

De fait, pour résoudre cette crise globale et ses développements régionaux, le dialogue apparaît comme essentiel. Cependant, pour mener un dialogue, il faut au minimum deux parties prenantes qui se considèrent mutuellement comme des égaux. Or, l'un des problèmes majeurs des relations internationales actuelles, c'est que l'Occident a tendance à considérer qu'il n'a pas d'interlocuteur valable sur la scène internationale, ce qui renvoie à un complexe de supériorité que les élites occidentales ne sont pas parvenues à surmonter. C'est un problème qui a des racines profondes mais qui s'est aggravé à la chute de l'URSS quand certains ont voulu croire au triomphe de l'Occident et à « la fin de l'histoire » (Francis Fukuyama). D'autres, au contraire, sans remettre en cause une forme de supériorité occidentale, ont fait l'analyse que le monde restait partagé entre plusieurs grands ensembles civilisationnels qui seraient condamnés à la confrontation (Samuel Huntington). Dans tous les cas, la perspective d'un dialogue n'est pas envisagée. C'est donc un changement de paradigme dans la pensée occidentale qui serait nécessaire pour pouvoir envisager un dialogue véritable au niveau international. Pour illustrer mon propos, je voudrais prendre l'exemple de la crise ukrainienne : cette crise nous concerne en premier lieu car elle a lieu sur le continent européen, qu'elle est justement liée à l'absence d'intégration pan-européenne (et donc à la négation de l'idée de Grande Europe) mais également parce qu'elle est l'illustration à mon sens du manque de dialogue entre l'Europe et une puissance, la Russie, perçue, à tort ou à raison, comme non occidentale.

Dans le traitement de la crise ukrainienne, la majorité des analyses et des représentations véhiculées, notamment par nos médias, rejette entièrement la faute sur la Russie et à ses élites. Les arguments en faveur de cette thèse sont très largement connus et à sens unique selon la formule consacrée dans ce genre crise internationale : « l'Enfer, c'est les autres ». Je ne les développerai donc pas plus avant, même s'ils contiennent évidemment une part vérité. Je voudrais donc m'attarder sur le rôle de l'Europe dans cette crise.

Au départ, les choses semblent particulièrement propices : la majorité des Russes et de leurs voisins ukrainiens ou moldaves sont favorables à un rapprochement avec le reste de l'Europe et notamment à une ouverture des frontières pour la libre circulation des personnes. L'idée d'une Maison commune européenne (développée par Gorbatchev) n'a jamais été abandonnée par les élites russes, y compris par les présidents Eltsine puis Poutine (« Europe de Lisbonne à Vladivostok »). Aussi, la question n'était pas de savoir s'il était possible de créer une grande Europe mais comment la mettre en place. La première chose qui aurait dû servir de fondement à cette politique d'intégration, c'est la réalité d'une Russie qui, non seulement est le pays d'Europe le plus étendu et le plus peuplé, mais qui fait face une situation particulièrement dangereuse quand une partie importante de la population ethniquement russe se situe en dehors des frontières de la Russie. Dans ces conditions, la priorité évidente était de favoriser l'intégration de la Russie à un processus d'intégration pan-européenne : les Russes souhaitent pouvoir voyager dans le reste de l'Europe, ils souhaitent s'ouvrir au monde et ils ont en plus un intérêt majeur à des frontières ouvertes pour pouvoir maintenir des liens avec les populations russes à l'étranger. De plus, si les Ukrainiens ou les Moldaves souhaitent également s'ouvrir à l'Europe, ils veulent dans leur très grande majorité garder des liens étroits avec la Russie. Ainsi, qu'elle qu'en est été l'appellation, le « partenariat oriental » devait se faire avec la Russie (surtout avec la Russie !), c'était dans l'intérêt bien compris de toutes les parties.

Or, l'intégration de l'Europe orientale a été réalisée dans de toutes autres conditions et est largement perçu en Russie mais aussi dans les pays frontaliers comme un processus qui se fait aux dépens des intérêts russes. Cette perception renvoie au fait que l'UE s'est élargie de concert avec l'OTAN (dont l'existence repose en bonne partie sur l'idée implicite ou explicite d'une menace russe) mais aussi à cause de l'intégration de pays baltes dans lesquels des centaines de milliers de russophones ont toujours le statut de non-citoyens, cas unique dans l'Europe de l'après-guerre mondiale...

Dans le cas ukrainien, l'implication occidentale dans le renversement du pouvoir en place et le soutien sans nuance aux nouvelles autorités entrent dans cette logique. Mais au-delà des stratégies géopolitiques mises en place par les Etats-Unis en Europe, pourquoi l'UE a-t-elle préféré négocier un partenariat avec l'Ukraine tout en gelant *de facto* toute avancée avec la Russie ? C'est justement à mon sens du fait de cette incapacité au dialogue. Dans le cas de l'Ukraine, comme pour les autres pays d'Europe orientale, l'UE propose un modèle, des normes, des règles qu'elle a elle-même définie et que les pays candidats ou partenaires doivent adopter. Il ne s'agit en aucun cas d'un dialogue mais d'un processus à sens unique dans lequel on a un centre décisionnel et une périphérie qui en accepte (ou pas) les règles. Dans le cas de la Russie, c'est bien différent. La Russie est une puissance à part entière qui demande à être traitée d'égale à égale, ce qui implique un dialogue, c'est-à-dire la capacité des deux parties à prendre en compte les arguments et les représentations de l'autre : c'est ce à quoi les élites occidentales ne sont manifestement pas prêtes. De fait, non seulement Bruxelles a gelé le partenariat avec la Russie depuis de nombreuses années, mais les autorités européennes ont systématiquement refusé un dialogue à trois (Russie-Ukraine-UE) comme l'ont proposé les Russes et les

Ukrainiens avant la crise. Or, nier l'importance des intérêts russes en Ukraine était à l'évidence une absurdité.

Le développement de la crise ukrainienne et la politique des sanctions est une parfaite illustration de cette incapacité au dialogue. En règle générale, des sanctions sont prononcées par un juge, en tout cas par une autorité qui dispose d'un minimum d'impartialité. Or, l'Union européenne est partie prenante de la crise ukrainienne, comment peut-elle prononcer des sanctions ? Comme c'est trop souvent le cas, l'Occident est à la fois juge et partie, ce qui est évidemment une position intenable sur le long terme : on est très loin des conditions minimales à la mise en place d'un dialogue.

Pour sortir de ce cercle vicieux, il faudrait à mon sens plusieurs conditions :

- Pour être respectée, il faudrait que l'Europe retrouve sa liberté stratégique au lieu de se complaire dans la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis dont les intérêts globaux ne sont à l'évidence pas les mêmes que ceux des Européens.
- Il faudrait que les élites européennes acceptent que le modèle de société qui est le nôtre n'est pas l'aboutissement de la civilisation humaine, mais l'une de ses formes. Au contraire, l'Europe devrait promouvoir la diversité des civilisations, des grandes aires culturelles. A cet égard, l'existence d'un monde russe/russophone qui dépasse largement les frontières de la Fédération de Russie ne devrait pas être considéré comme un défi, comme une réalité qu'il faut combattre, mais au contraire, comme une chance pour l'Europe dans ses relations avec le reste du monde (notamment avec l'Asie et le monde musulman).
- Pour pouvoir respecter les autres aires culturelles, les autres civilisations, encore faudrait-il que l'Europe respecte sa propre civilisation et la diversité de ses cultures. Les élites européennes se sont lancées dans une négation des fondements culturels, éthiques et spirituels qui ont fait l'Europe depuis plusieurs millénaires. Si l'Europe ne se respecte pas elle-même, elle n'est pas et ne sera pas en mesure de respecter les autres civilisations. Or, quels sont les référents actuels. En France, et c'est le cas sous une forme ou sous une autre dans le reste de l'Europe, il semblerait que l'horizon historique et le référent idéologique indépassable est l'héritage de 1789. Le reste participe d'une sorte de préhistoire plus ou moins folklorisée. Il temps que l'Europe renoue avec une profondeur historique et culturelle millénaire à l'instar de ce que semble vouloir faire la Chine (Instituts Confucius...). Pour établir le dialogue, les Européens devraient se souvenir du précepte socratique « connais-toi toi-même » ou encore de la parabole chrétienne de la « paille et de la poutre ».
- Les pays européens devraient pouvoir renouer avec les grandes aires culturelles qu'ils ont contribué à créer : l'Amérique latine pour l'Espagne et le Portugal, le monde francophone pour la France, etc. Aujourd'hui au contraire, la France se désintéresse en bonne partie de la francophonie : absence de véritable partenariat avec l'Afrique francophone (gestion de crise), abandon de facto de la défense de la francophonie dans les relations internationales. Or, le renforcement de ces aires culturelles serait non seulement un facteur de paix entre les nations qui les composent mais permettraient aux Etats européens de mieux résister à l'uniformisation culturelle américano-centrée et qui est synonyme d'un appauvrissement culturel sans précédent.

- Les pays européens devraient renouer avec leur environnement régional mais pas avec des sanctions ou des interventions armées (dont on voit le résultat en Libye, en Irak ou ailleurs) mais au moyens de partenariats forts avec la Russie, le Maghreb et la Méditerranée orientale. La France là encore y a tout intérêt : l'Allemagne profite à plein de l'élargissement à l'Est de l'Europe (zone de ses intérêts traditionnels), pourquoi la France devrait-elle se contenter de se retrouver à la périphérie de l'UE, alors qu'elle pourrait ajouter à l'intégration européenne (tout comme l'Italie ou l'Espagne) une forte dimension méditerranéenne ? De fait, à force de considérer qu'en dehors de l'Europe les opportunités liées à la mondialisation se situent en Chine et dans le reste de l'Asie, les Etats européens se sont désintéressés de leur environnement régional. Ce manque de dialogue avec l'environnement régional est particulièrement tragique : l'Europe est désormais environnée de crises graves et de conflits qui se rapprochent dangereusement de ses frontières.